



GRAAT On-Line issue #16 - February 2015

Le Plaid Cymru : un parti pro-européen ?

Stéphanie Bory

Université Jean Moulin – Lyon III

Si le pays de Galles est tout simplement absent de la carte de l'Europe présentée en couverture de l'Annuaire d'Eurostat publié en 2004, ce qui fait dire à un journaliste : « Where's Wales? Well it used to be between England and Ireland », il était *a priori* impossible, les 4 et 5 septembre 2014, de ne pas être capable de situer cette Principauté puisque les dirigeants de plusieurs grandes puissances mondiales étaient réunis à Newport. Le Président Obama lui-même vantait, dans l'un de ses discours, la beauté de la région. Le quotidien *Le Monde* ne mentionne cependant qu'à une seule reprise, dans son édition du 5 septembre, que Newport est « au pays de Galles », se contentant en général d'indiquer entre parenthèses « Royaume-Uni »¹.

Qu'un tel événement soit organisé au pays de Galles aurait dû réjouir le Plaid Cymru, le parti nationaliste gallois, désireux que la nation soit reconnue à l'échelle européenne et internationale. Cela aurait pu être le cas s'il ne s'était agi du sommet de l'OTAN, organisation défendant une politique en contradiction avec l'engagement pacifique et antinucléaire du Plaid, ce que rappelle Leanne Wood, dirigeante du parti, dans un communiqué publié le 4 septembre 2014 sur son site internet : « Wales's hosting of the NATO summit provides the opportunity to showcase our country and its produce to a global audience and to express our message of peace and justice. NATO policies will not achieve that » (Wood, septembre 2014). Elle rappelle que, malgré l'opposition des nationalistes à l'OTAN, le sommet permet à la petite nation galloise de jouer le rôle qui lui revient sur la scène internationale. De la même façon, elle doit trouver sa place en Europe, l'une des thématiques abordées par le parti depuis sa création. En effet, le Plaid Cymru n'a

de cesse de rappeler que le pays de Galles est l'une des plus anciennes nations européennes, et réclame l'indépendance au sein de l'Union européenne (UE), certainement le seul moyen pour la nation galloise d'exister et d'être entendue. Même si l'Écosse a rejeté à 55 % son indépendance, l'un des enjeux de la consultation écossaise était indéniablement l'UE puisque, en cas de victoire du Oui, l'Écosse aurait candidaté pour devenir membre à part entière de l'Union.

Il convient donc de se demander comment le Plaid Cymru a utilisé et utilise encore la question européenne à des fins stratégiques, notamment pour rassurer son électorat et marquer la spécificité du pays de Galles. Dans quelle mesure l'intégration européenne a-t-elle permis au parti nationaliste gallois de développer sa stratégie et de renforcer sa légitimité politique ? Comment cherche-t-il à utiliser la question européenne pour obtenir davantage d'autonomie, voire l'indépendance, pour le pays de Galles ? Il s'agira tout d'abord d'étudier le pragmatisme historique du parti qui a parfois changé de position sur la question européenne sans pour autant modifier en profondeur son idéologie, avant de considérer la politique européenne du Plaid depuis la création, en 1997, de l'Assemblée nationale pour le pays de Galles, première étape sur le chemin de l'indépendance. Il sera enfin nécessaire de s'interroger sur les risques que représente une telle stratégie pour le Plaid Cymru, en particulier lors des élections européennes de 2014, et sur les nouveaux défis soulevés notamment par la tenue du référendum écossais sur l'indépendance.

Le pragmatisme historique

Depuis la création du Plaid Cymru en 1925 jusqu'aux années 1970, le parti nationaliste gallois était favorable à l'Europe : il considérait en effet que le pays de Galles était l'un des pays européens les plus anciens. Selon Saunders Lewis, l'un des fondateurs du Plaid et son président de 1926 à 1939, « Wales can understand Europe, for she is one of the family » (Lewis, in Evans 1991 : 154). Il qualifie les habitants du pays de Galles de « Welsh Europeans » (*Ibid*). Gwynfor Evans, lui-même président du parti de 1945 à 1981, considère que le pays de Galles est l'une des nations historiques de l'Europe, justifiant ainsi son appel à l'indépendance dans un premier temps, puis à l'autonomie :

As a nation the history of Wales starts with the Age of Saints. It is an obvious fact that Wales is one of the world's oldest nations. Those who understand the value of roots and

continuity will see the importance of this for the Welsh of today and tomorrow, and indeed for European civilization. (Evans, 1975 : 14)

Le parti publie en 1959 un pamphlet intitulé *Self-Government for Wales and a Common Market for the Nations of Britain* dans lequel il défend la libre circulation des biens et des personnes, préfigurant donc les principes introduits plus de 30 ans plus tard par le Traité de Maastricht, adopté en 1992.

Pourtant, l'idéologie du Plaid Cymru semble évoluer dans les années 1970 dans la mesure où le parti nationaliste devient alors clairement hostile à l'intégration européenne, avant de soutenir à nouveau l'UE à partir des années 1980. Dans un article publié en 2000, Karine Cabrol décrit le pragmatisme des Nationalistes de la façon suivante : « de l'hostilité stratégique envers la Communauté économique européenne dans les années 1970 vers un ralliement idéologique au processus d'intégration européenne à la fin des années 1980 » (Cabrol, in Girard & Graves : 43). Le parti semble donc changer à plusieurs reprises de positionnement sur la question européenne, mais uniquement pour servir ses intérêts. En effet, après la signature du Traité de Rome par les membres fondateurs de la CEE, le Plaid Cymru choisit de modifier sa stratégie et établit une distinction entre la CEE et l'Europe elle-même, ce qu'indique clairement Gwynfor Evans dans son ouvrage *A National Future for Wales*, publié en janvier 1975, soit quelques mois seulement avant le référendum sur l'Europe organisé le 5 juin au Royaume-Uni pour décider du maintien du pays au sein de la Communauté². Evans décrit cette dernière en ces termes : « a centralising measure whose economic consequences for us would be to make Wales the periphery of a periphery » (Evans, 1975 : 100). Il justifie donc l'hostilité du Plaid Cymru envers la CEE par la centralisation et l'éloignement du pouvoir décisionnel, tout en reconnaissant l'importance de la dimension européenne puisqu'il ajoute : « Plaid Cymru has always been strongly European in outlook, seeing Wales as a part of European civilisation » (*Ibid.*). Selon Karine Cabrol, le parti développe alors trois arguments pour expliquer son revirement stratégique (Cabrol, in Girard & Graves : 43). Il dénonce tout d'abord le nouvel ensemble économique et politique, bureaucratique et centralisé, qui pourrait menacer la souveraineté nationale des États-membres. En outre, le Plaid considère que les politiques communautaires iraient à l'encontre des intérêts économiques des petites nations périphériques, soulignant à titre d'exemple les dangers de la Politique agricole commune

(PAC) pour les communautés rurales du pays de Galles. Il condamne enfin l'adhésion forcée de l'Écosse et du pays de Galles, décidée sans aucune consultation préalable (Cabrol, *in* Girard & Graves : 46). Par conséquent, le Plaid Cymru suit une ligne plutôt ambiguë lors de la campagne pour le référendum de 1975 même si le parti est relativement uni dans son opposition à la CEE. Il adopte un slogan qui dénote son ambivalence de l'époque : « Europe yes, EEC no ».

Une telle évolution s'avère être davantage stratégique qu'idéologique. Le parti nationaliste gallois souhaite projeter l'image d'un parti uni, se différenciant ainsi des partis conservateur et travailliste alors divisés sur la question européenne. De plus, il essaye de s'adapter à l'opinion publique, plutôt eurosceptique, de l'époque. C'est également une façon de se distinguer du Royaume-Uni dans son ensemble qui, selon les sondages, allait voter Oui, et donc de marquer la spécificité galloise. Saunders Lewis appelle à l'abstention et Dafydd Wigley, alors député à Westminster et qui devait devenir chef du parti en 1991, refuse de participer à la campagne. La nouvelle stratégie du Plaid Cymru est cependant un échec puisque, lors du référendum, le Oui l'emporte au pays de Galles à 64,8%, avec un taux de participation plutôt élevé pour la Principauté (66,7%), soit des résultats assez semblables à ceux de l'Angleterre qui vote à 68,7% en faveur du Oui. De tels résultats conduisent le parti à changer de stratégie et à se rallier très vite à la cause européenne.

La nouvelle stratégie du Plaid est très claire dès le 9 juin 1975, soit quelques jours seulement après le référendum. Le parti affirme sa position future dans un communiqué de presse et insiste sur le lien très fort entre la question de l'autonomie du pays de Galles et celle de l'intégration européenne :

Membership of the Common Market makes full national status an urgent necessity to get fair representation... [and] the referendum means that plans for devolution to a Welsh Assembly have clearly become outmoded... Now that Wales is governed by Brussels as well as London, the importance of London will diminish in the minds of the people. (Plaid Cymru, *in* Balsom & Madgwick : 85)

Le Plaid évoque dans ce communiqué le projet de dévolution étudié dans la deuxième moitié des années 1970 par le gouvernement britannique, notamment à la suite de la publication en novembre 1975 du livre blanc intitulé *Our Changing Democracy: Devolution to Scotland and Wales*. Cette nouvelle stratégie s'explique en partie par le contexte des

années 1980. Le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher s'avère de plus en plus eurosceptique et l'opinion publique sur la question européenne évolue. Lors des élections européennes de 1984, la position du Plaid est plus cohérente : il se prononce en faveur d'une « Europe des Régions », une Europe décentralisée plutôt qu'intergouvernementale. Il devient membre de l'Alliance libre européenne, mouvement rassemblant des partis aux idées similaires de 18 nations sans état et régions historiques et s'accordant sur un programme commun qui sert de base pour les élections européennes de 1989. Les Conservateurs campent alors sur leur opposition à la CEE et les Travaillistes choisissent de mettre l'accent sur le bilan intérieur de l'administration Thatcher. Comme l'indique Tom Nairn : « Welsh nationalism has always been strikingly international in outlook, finding a natural affinity in many movements and personal ties on continental Europe » (Nairn, *in* Evans 1991 : 156). En octobre 1989, la position du Plaid Cymru est clarifiée puisque le parti défend un nouvel argument : « Independence in Europe ». L'objectif est de court-circuiter Londres en s'adressant directement à Bruxelles : « The way to protect historic Welsh cultural separateness and to re-establish an international dimension, was to by-pass England and re-unite Wales with the European tradition » (Evans, 1991 : 154). En utilisant à deux reprises dans cet extrait le préfixe « re », Gwynfor Evans insiste sur le fait que le pays de Galles doit retrouver sa position historique et que son propre parti doit renouer avec une tradition idéologique. Dans le manifeste qu'il publie pour les élections européennes suivantes, en 1994, le Plaid réclame simplement que le principe de subsidiarité, défini par le Traité de Maastricht, soit appliqué :

If subsidiarity means anything, it is equally applicable to the relationship between Cardiff and London as it is to the case of London and Brussels. Decisions must be taken at the more appropriate level, both in terms of acceptability as well as efficiency. [...] Elections to the European Parliament give an opportunity for us to seek a place for Wales in Europe in our own right. (Plaid Cymru, 1994 : 5)

L'Europe est donc utilisée comme une ressource politique par le parti nationaliste afin de rassurer l'électorat gallois, effrayé par les demandes séparatistes du Plaid, et d'asseoir sa légitimité et sa crédibilité.

Dans les années 1990, le Plaid Cymru participe à la campagne pour un parlement gallois, Parliament for Wales Campaign, qui insiste sur l'importance de l'Europe pour le

pays de Galles. Ce dernier ne pourra véritablement participer à la vie européenne que par l'intermédiaire d'un parlement : « If the people of Wales want to be fully engaged in the Europe of tomorrow we need a democratic parliament to provide the means for that participation » (Parliament for Wales Campaign : 25). Les deux dimensions sont ainsi clairement associées : le pays de Galles doit obtenir son propre parlement afin de faire entendre sa voix à l'échelle européenne.

Le pays de Galles et l'Europe depuis la création de l'Assemblée nationale pour le pays de Galles

Depuis la création par le Government of Wales Act 1998 de l'Assemblée nationale pour le pays de Galles³, le Plaid Cymru a obtenu en partie gain de cause : la nation galloise possède à présent une assemblée élue, dotée dans un premier temps de pouvoirs législatifs secondaires, puis après le Government of Wales Act 2006, de pouvoirs législatifs primaires, à l'instar du Parlement écossais. Le parti doit donc revoir ses revendications et, conformément à l'argument défendu auparavant, « Independence in Europe », il réclame le renforcement de la présence galloise à l'échelle européenne. C'est ce que s'applique à faire l'Assemblée qui introduit le pays de Galles à Bruxelles en lui donnant une voix au sein de l'Union européenne. Dès février 2000, elle nomme Des Clifford pour représenter ses intérêts dans les instances européennes. Il est le premier diplomate gallois employé par une institution galloise. Il rejoint le Wales European Centre, créé en 1992 à Bruxelles par un consortium d'autorités publiques, régionales et locales, dans le but d'obtenir un maximum de fonds grâce à leur lobbying. Le site BBC News décrit le rôle qu'il devra jouer ainsi : « Wales's first representative in Europe for 600 years has a key role to play in coming months. Diplomat Des Clifford represents the National Assembly's interests in the European Union, giving Wales a constant presence and voice on key issues » (BBC News, 2000). En septembre 2000, Neil Kinnock inaugure le bureau de l'Assemblée à Bruxelles, événement salué par Rhodri Morgan, alors First Minister : « The Assembly has not only given democratic legitimacy to government within Wales, it has also given us a seat at the European table along with other European Regional Governments » (Morgan, 2000). Ce bureau, partie intégrante de UK Permanent Representation to the EU⁴ (UKRep), coordonne les divers intérêts de l'Assemblée sur le plan européen. Dans un discours prononcé en novembre 2000 lors du congrès annuel du Institute of Welsh Politics, Rhodri

Morgan insiste sur la nécessité pour les ministres gallois de maîtriser les ficelles du jeu européen : « I believe that the main thing to do over the next four years is to try and ensure that the Assembly Ministers learn the European game—attend Councils of Ministers, delegations, etc » (Morgan, 2001 : 7). C'est ainsi Jane Davidson qui, en tant que nouvelle Ministre de l'éducation, prend pour la première fois la tête d'une délégation britannique envoyée à l'Education and Youth Council européen. Lors d'une communication présentée à Brest en février 2000 et intitulée « A Democratic Wales in a *United Europe* », celle-ci reconnaît que le pays de Galles doit occuper une place importante sur la scène européenne :

The establishment of the Assembly also offers further opportunities for Wales as a player within the international community. When the United Kingdom decided to join international organizations like the UN, NATO and the European Community, it created a concept of shared sovereignty and subsidiarity. [...] Assembly representatives will be able to play their part in the regular programme of discussions with our European partners as members of the UK's negotiating team. (Davidson, in Girard & Graves : 31-32)

Le Plaid Cymru s'est donc adapté à la nouvelle donne et se présente, depuis 1999, comme la voix du pays de Galles en Europe, véritable leitmotiv dans les manifestes que le parti rédige pour les élections européennes. Dans *Fighting Hard for Wales*, publié en 2004, il insiste sur ce point dès la page 2 : « Plaid Cymru is your voice for Wales in Europe. We continually fight to make that voice even stronger. Make the UK and the world pay attention to Wales—vote for Plaid Cymru the Party of Wales » (Plaid Cymru 2004 : 2).

Dès les premiers mois de l'Assemblée, le parti nationaliste s'intéresse aux subventions que le pays de Galles peut recevoir de l'Union européenne. Selon le Plaid, l'aide financière ne provient plus de Londres mais de Bruxelles, ce que souligne Gilles Leydier dans son article « Europe à géométrie variable, Royaume à la carte : spécificité britannique et logique européenne de la dévolution » : « Ce dernier [le contexte général de déclin britannique, au plan économique comme international] a forcément diminué les rétributions matérielles comme symboliques que chaque constituant retirait du 'nationalisme étatique' » (Leydier, in Girard & Graves : 83). Selon lui, les nouvelles ressources dont dispose alors l'Écosse (pétrole et aide européenne) « ont eu pour conséquence indirecte de dévaloriser le cadre référentiel britannique » (*Ibid.*). Le parti

nationaliste décide donc de se tourner vers l'UE pour obtenir des financements et d'utiliser l'Union européenne comme source de subventionnement. Dès juillet 1998, avant même les premières élections galloises prévues l'année suivante, Adam Price, membre du Plaid, rédigeait en collaboration avec Kevin Morgan, professeur de développement régional européen à l'Université de Cardiff, un rapport intitulé *The Other Wales, the Case for Objective One Funding Post 1999*. Les conclusions de ce rapport sont claires : le pays de Galles doit pouvoir bénéficier directement de fonds européens *Objective One* pour l'Ouest et les Vallées, représentant une aide de 1,4 milliard de livres sterling pour la période 2000-2006. Mais, pour cela, le gouvernement britannique doit débloquer l'équivalent des sommes allouées par l'Union européenne, processus communément appelé *match funding*. Dans son manifeste publié pour les premières élections de 1999, le Plaid Cymru soulève ce point :

Wales will probably benefit from far higher levels of funding for the seven years from 2000 through the achievement of Objective One status. However, these resources can only be used to best effect if matching funds are available. As the Assembly has no revenue-raising powers, only the UK government can ensure that the available European money is brought into Wales. [...] Plaid Cymru in the National Assembly will give first priority to the campaign for the essential matched funding from the UK government coffers. (Plaid Cymru, 1999 : 7-8)

En tant que membre de l'opposition à partir de 1999, le Plaid respecte cet engagement, faisant de cette question l'un de ses chevaux de bataille et l'utilisant pour déstabiliser le nouveau *First Secretary* travailliste Alun Michael. Le parti nationaliste annonce très vite qu'il compte déposer une motion à l'encontre de Michael si les sommes en question ne sont pas prévues dans le prochain budget britannique. Une telle prise de position est hautement stratégique pour le Plaid : si le gouvernement cède, cela apportera la preuve du pouvoir de pression exercé par les Nationalistes à Cardiff ; dans le cas contraire, ceux-ci pourront s'attaquer directement au Parti travailliste, alors au pouvoir à Londres comme à Cardiff. La question européenne est utilisée alors par le parti nationaliste qui, tout comme nombre de Gallois, reproche à Michael d'être une marionnette contrôlée par Tony Blair, et non un *First Secretary*⁵ soucieux des intérêts gallois. Désireux d'éviter la sanction électorale, Michael choisit de démissionner, dans l'espoir de pouvoir se représenter au

poste de *First Secretary*, mais l'issue du vote lui est défavorable. Il est remplacé par Rhodri Morgan, qui occupe la position de *First Minister* jusqu'en 2009. Morgan, également à la tête des Travailleurs gallois, affirme très vite son indépendance vis-à-vis de Londres et sa volonté de mettre en place une politique galloise, et non londonienne. L'Europe a donc servi les intérêts stratégiques et politiques du Plaid.

Depuis 2011 et ses mauvais résultats aux élections galloises – le parti devient le troisième parti national, derrière les Travailleurs et les Conservateurs en ne remportant que 11 sièges – le Plaid Cymru doit à nouveau fonctionner comme un parti d'opposition après avoir participé au cours de la législature précédente à une coalition avec les Travailleurs. Il lui faut donc réaffirmer sa spécificité, ce qui le conduit à réutiliser l'Europe comme ressource politique. Lors de la campagne pour les élections européennes de mai 2014, qui marquent le premier scrutin pour le Plaid depuis 2011, celui-ci choisit de se prononcer en faveur du maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, thématique centrale depuis l'annonce par David Cameron de son intention d'organiser en 2017 un référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les sondages d'opinion sur les intentions de vote des électeurs semblent indiquer une spécificité galloise. En effet, sur 44 sondages réalisés par différents instituts entre le début de l'année et les élections prévues en mai, 19 donnent le UKIP en tête (dont 18 entre le 21 avril et le 22 mai), suivi du Parti travailliste. Au pays de Galles, trois sondages placent les Travailleurs en première position et le UKIP en deuxième. En outre, une étude réalisée du 11 au 22 avril 2014 par le Scottish Centre on Constitutional Change de l'Université d'Édimbourg en collaboration avec The Institute for Public Policy Research de l'Université de Cardiff montre que la façon dont les Britanniques définissent leur identité nationale peut influencer leur vote aux élections à venir, entraînant de ce fait des résultats différents à travers le pays. Dans « National identity plays a key role in voters' view on Europe », les deux auteurs, Ailsa Henderson, professeur en sciences politiques à l'Université d'Édimbourg, et le Professeur Richard Wyn Jones, directeur du Wales Governance Centre, indiquent que le UKIP séduit beaucoup plus les électeurs en Angleterre qu'en Écosse et au pays de Galles. Selon cette étude, le UKIP et le Parti travailliste se disputent la première place en Angleterre alors que ce dernier conserverait une confortable avance au pays de Galles. Le UKIP est en effet crédité de 30% de soutien en Angleterre contre 20% au pays de Galles. Ailsa Henderson et Richard Wyn Jones se penchent tout d'abord sur les intentions

de vote des Anglais en fonction de leur sentiment d'identité nationale : ceux qui se sentent seulement anglais ou plus anglais que britanniques déclarent à 42% envisager de voter pour le UKIP, et à 24% pour les Travaillistes, alors que ceux qui se sentent seulement britanniques ou plus britanniques qu'anglais ne sont que 19% à soutenir le UKIP et 33% le Parti travailliste. Pour Richard Wyn Jones : « Although UKIP's name—the United Kingdom Independence Party—suggests it is aimed at those with a British identity, our research shows that it is the party of choice for those who identify as being more English than British » (Henderson & Wyn Jones : 2). En revanche, seulement 3% des Gallois interrogés ont identifié le UKIP comme le parti représentant le mieux les intérêts du pays de Galles même si 20% d'entre eux envisagent de voter UKIP. Le Plaid Cymru se positionne alors comme la voix du pays de Galles en Europe, l'un des seuls partis selon lui désireux de maintenir le pays au sein de l'Union et donc une alternative au moment du scrutin. C'est ce que rappelle sur le site de l'Alliance libre européenne Jill Evans, députée européenne nationaliste galloise à nouveau candidate lors des élections de 2014 :

Plaid Cymru is the only party that is standing up for the Welsh national interest. The people of Wales are our priority. We are answerable only to them. There is a huge amount at stake here. [...] If, like us, you put the people of Wales first, then you must vote for Plaid Cymru – the Party of Wales at this European election » (Evans, 2014).

Elle souligne aussi que le pays de Galles, qui a reçu de Bruxelles près de 2 milliards de livres sterling entre 2007 et 2013, dépend de l'Europe. Selon le parti, quitter l'Union européenne entraînerait la perte de 150 000 emplois⁶. Le Plaid Cymru utilise ainsi la question européenne pour se démarquer et affirmer sa spécificité, ce que rappelle Leanne Wood, dirigeante du parti, en introduction du manifeste *Time to Put Wales First*, publié le 28 avril 2014 :

All UK based parties have used rhetoric on migration and Euroscepticism to get easy votes in this election. To all those who want to distance themselves from such rhetoric; to those who want to put international cooperation on regulating bankers, clamping down on tax avoidance, climate change and peace at the heart of European politics, and in particular to those who want to stop the far right gaining ground in Wales: I'd ask you all to back Plaid Cymru. (Wood, avril 2014)

Le parti souhaite se différencier des autres partis, notamment du Parti conservateur, divisé sur la question du maintien au sein de l'Union européenne. Il insiste néanmoins sur le fait qu'il souhaite réformer l'Union de l'intérieur, réaffirmant son objectif ultime, l'indépendance du pays de Galles au sein de l'Europe :

We are committed to an independent Wales as a full member of the European Union. We will continue to support further democratic reform of the EU. We are committed to increased representation for Wales in the EU. This includes a fair number of MEPs for Wales, a European Parliament office in Wales, a rotating European Commissioner and most importantly a vote for Wales in the Council of Ministers. (www.partyofwales.org, consulté en août 2014)

Le Plaid Cymru, qui considère le pays de Galles comme un état à part entière, demande simplement qu'il puisse jouir des mêmes droits que les autres États-membres.

Une stratégie risquée

Si le Plaid Cymru souhaite se distinguer des autres partis, il ne parvient pas réellement à se démarquer du Welsh Labour Party. Celui-ci, au pouvoir à Cardiff depuis 2011, s'appuie sur le manifeste publié à Londres par le Parti travailliste, *The Labour Party European Manifesto*. Les thématiques abordées dans ce document sont semblables à celles défendues par les Nationalistes, à savoir essentiellement l'emploi, l'énergie, le réchauffement climatique. En outre, les Travaillistes soutiennent également le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne : « Labour's position on Europe is clear and principled: we strongly believe Britain's future lies at the heart of a reformed EU. The benefits of being in the EU are strategic, economic and are about the character of our country - an outward looking, confident Britain » (Labour Party, 2014: 3). Tout comme le Plaid Cymru, le Parti travailliste souhaite que le pays reste membre d'une Europe réformée. Par conséquent, le parti nationaliste gallois ne parvient pas à se démarquer, ce que confirment les résultats du scrutin du 22 mai 2014 qui place le Plaid en quatrième position, derrière les Travaillistes, le UKIP et les Conservateurs, chacun obtenant un siège. Le UKIP récolte finalement 27,6% des voix, contre 27,5% dans l'ensemble du Royaume-Uni, la différence est donc infime. Avec seulement 15,3% des voix, le Plaid manque de

perdre son siège au profit des Travailleurs gallois, ce qu'analyse le Professeur Roger Scully, membre du Wales Governance Centre dans un article de David Williamson publié quelques jours après les résultats: « Had Plaid won 8,700 votes fewer across the whole of Wales—out of the nearly three-quarters of a million cast—then they would have lost the final seat to Labour » (Scully, *in* Williamson : 2014). Il rappelle également que c'est au pays de Galles que le UKIP a réalisé l'une de ses plus importantes progressions : « Wales saw UKIP's second largest vote share gain from 2009 of anywhere in Britain (only the East Midlands saw a larger UKIP rise in support from five years ago) » (*Ibid.*). Il s'avère donc que la stratégie mise en place par le Plaid Cymru n'a pas payé : le parti n'a pas réussi à attirer les électeurs en misant sur sa spécificité concernant la question européenne. Il convient par conséquent de se demander quelle stratégie il doit adopter à l'avenir et quelles leçons il doit tirer.

Le Plaid Cymru ne semble pas avoir changé de position et continue d'utiliser la question de l'UE pour obtenir davantage d'autonomie. Jill Evans, réélue au sein du Parlement européen, présente le 24 juillet 2014, à l'occasion du Royal Welsh Show, les priorités du parti pour l'agriculture. Elle intitule son discours « Wales in Europe », insistant à nouveau sur le rôle que le pays de Galles devrait jouer en Europe, si le Royaume-Uni quittait l'Union européenne. Ailsa Henderson et Richard Wyn Jones, dans l'étude précédemment citée, se sont intéressés aux intentions de vote des électeurs dans le cas d'un référendum sur le maintien au sein de l'Union européenne. Si, en Écosse, 48% des personnes interrogées souhaitent que le Royaume-Uni reste membre de l'Union européenne, et 32% qu'il la quitte, l'écart est plus serré au pays de Galles (39% et 35%) qui compte en outre un grand nombre d'indécis (26%). L'Écosse est donc plus clairement pro-européenne que le pays de Galles. Si elle avait voté majoritairement en faveur de l'indépendance en septembre 2014, les électeurs anglais, plutôt eurosceptiques selon l'étude (la majorité des personnes interrogées souhaitant le retrait du Royaume-Uni) auraient pesé très lourd face aux électeurs gallois au moment du référendum sur l'Europe. Faire entendre la voix du pays de Galles aurait alors pu s'avérer difficile pour le Plaid Cymru.

Conclusion

Même si au fil des décennies le Plaid Cymru a utilisé l'Europe comme ressource stratégique pour obtenir davantage d'autonomie, voire pour réclamer l'indépendance de la nation galloise, le parti est resté fidèle à l'idéologie de ses fondateurs, convaincus que le pays de Galles, une des plus anciennes nations européennes, devait retrouver la place qui lui était due en Europe. Réclamer l'indépendance de la Principauté galloise au sein de l'Union européenne lui a permis de rassurer l'électorat, inquiet des velléités séparatistes du Plaid, et de gagner de nouveaux sympathisants. Néanmoins, les résultats obtenus lors des élections européennes de 2014, tout comme le positionnement du parti concernant l'Union européenne, sont importants à quelques mois de deux échéances électorales majeures : les élections législatives britanniques prévues en mai 2015 et les élections galloises, initialement planifiées à la même date mais repoussées à l'année suivante pour éviter de surcharger le calendrier électoral et de créer une confusion dans l'esprit des électeurs entre les enjeux britanniques et gallois. La question européenne sera l'un des thèmes majeurs de ces deux scrutins, ce qui signifie que le Plaid Cymru devra défendre âprement sa position afin de faire entendre la voix du pays de Galles. Si la nation galloise était, pour reprendre les termes de Leanne Wood, « dragged out of Europe by UKIP » (BBC, 2014), elle perdrait accès à un lieu de pouvoir où elle peut se faire entendre, notamment sur des sujets dévolus, et souffrirait à nouveau du déficit démocratique caractéristique des années 1980. Le Plaid Cymru risquerait alors à nouveau de se voir accuser d'isolationnisme et de perdre des électeurs, effrayés par la perspective d'une sortie du Royaume-Uni sans le cadre rassurant de l'Union européenne.

References

Balsom, Denis & Madgwick, P. J. « Wales, European integration and devolution », in Kolinsky, Martin (ed.). *Divided Loyalties, British Regional Assertion and European Integration*. Manchester: Manchester University Press, 1978.

BBC News. « Our man in Brussels ». 16 August 2000, <http://www.bbc.co.uk>, consulté en septembre 2014.

BBC News. « European Election 2014: Welsh parties final push for votes ». 21-05-2014, <http://www.bbc.co.uk>, consulté en août 2014.

Cabrol, Karine. « L'Europe au cœur des revendications nationalistes périphériques : la politique européenne du SNP et du PC », in Girard, Gaïd & Graves, Matthew (eds.) *Europe unie, royaume désuni ? Les enjeux de la dévolution*. Brest : Centre de Recherche Bretonne et Celtique, Université de Bretagne Occidentale. Triade 7, actes du colloque international organisé à Brest les 4-5 février 2000, 2000, pp. 43-54.

Girard, Gaïd & Graves, Matthew. *Europe unie, royaume désuni ? Les enjeux de la dévolution*. Brest : Centre de Recherche Bretonne et Celtique, Université de Bretagne Occidentale. Triade 7, actes du colloque international organisé à Brest les 4-5 février 2000, 2000.

Great Britain. *Our Changing Democracy: Devolution to Scotland and Wales*. Cmnd 6348. London: HMSO, November 1975.

Henserson, Ailsa & Wyn Jones, Richard. « National identity plays a key role in voters' view on Europe ». Cardiff: *Wales Governance Centre*, 2014.

Evans, Gwynfor. *A National Future for Wales*. Swansea: John Penry Press, 1975.

Evans, Gwynfor. *Fighting for Wales*. Talybont: Y Lolfa Cyf, 1991.

Evans, Gwynfor. *www.e-f-a.org*, consulté en août 2014.

Guibet, Nathalie. « OTAN : les grandes décisions du sommet de Newport ». <http://www.lemonde.fr>, consulté en septembre 2014.

Labour Party. *The Labour Party European Manifesto*. London: *Labour Party*, 5 January 2014.

Leydier, Gilles. « Europe à géométrie variable, Royaume à la carte : spécificité britannique et logique européenne de la dévolution », in Girard, Gaïd & Graves, Matthew (eds.) *Europe unie, royaume désuni ? Les enjeux de la dévolution*. Brest : Centre de Recherche Bretonne et Celtique, Université de Bretagne Occidentale. Triade 7, actes du colloque international organisé à Brest les 4-5 février 2000, 2000, pp. 79-92.

Morgan, Kevin & Price, Adam. *The Other Wales, the Case for Objective One Funding Post 1999*. Cardiff: *Institute of Welsh Affairs*, 1998.

Morgan, Rhodri. *GOW Press Release*. Cardiff: NAW, 20 September 2000.

Morgan, Rhodri, « Check Against Delivery », discours prononcé en 2000 lors du congrès annuel du *Institute of Welsh Politics*, reproduit en 2001. Aberystwyth: *Institute of Welsh Politics*, 2001.

Parliament for Wales Campaign. *Empowering the People, Response to the Welsh Labour Party's Consultation Paper "Shaping the Vision, The Powers and Structures of the Welsh Assembly"*. Cardiff: *Parliament for Wales Campaign*, 1st October 1994.

Plaid Cymru. *Self-Government for Wales and A Common Market for the Nations of Britain*. Cardiff: *Plaid Cymru*, 1959.

Plaid Cymru. *Making Europe Work for You*. Cardiff: *Plaid Cymru, The Party of Wales in Europe*, 1994.

Plaid Cymru. *Fighting Hard for Wales*. Cardiff: *Plaid Cymru*, 2004.

Plaid Cymru. *Time to Put Wales First*. Cardiff: *Plaid Cymru*, 2014.

Williamson, David. « 'Ours for the taking': UKIP sets sights on Welsh Labour strongholds ». 26 May 2014. [http:// www.walesonline.co.uk](http://www.walesonline.co.uk).

Wood, Leanne. « Plaid Cymru Statement on NATO Summit ». 4 September 2014. <http://www.plaidcymru.org>, consulté en septembre 2014.

Notes

¹ Nathalie Guibert commence son article du 5 septembre intitulé « OTAN : les grandes décisions du sommet de Newport » ainsi : « L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui s'est réunie jeudi 4 et vendredi 5 septembre pour un sommet à Newport (Royaume-Uni), s'est prononcée notamment sur sa force de réaction rapide et l'Ukraine. », www.lemonde.fr, consulté en septembre 2014.

² Il s'agissait d'un référendum rétroactif puisque le Royaume-Uni était membre de la CEE depuis le 1^{er} janvier 1973.

³ Ce texte de loi est voté à la suite d'un référendum organisé en septembre 1997.

⁴ *UKRep* est chargé de représenter les intérêts britanniques auprès des instances européennes. Ses membres font donc partie du *Civil Service* et travaillent en collaboration avec les autres membres de l'Union, la Commission et le Parlement.

⁵ Le terme *First Minister* est introduit en 2000 par Rhodri Morgan afin de remplacer celui de *First Secretary*, utilisé depuis le *GOWA 1998*. Son objectif est alors de prendre modèle sur l'Écosse.

⁶ Lors de la campagne pour les élections européennes, ce chiffre est régulièrement avancé par le *Plaid Cymru*, notamment par Leanne Wood, pour défendre la position pro-européenne du parti, ainsi le 12 février 2014, date de lancement de la campagne officielle du parti nationaliste.